

## Grand débat national : le Mouvement Hlm propose 5 solutions concrètes pour améliorer la situation du logement en France

**Alors que dans le cadre du Grand débat national, lancé le 15 janvier dernier, la question du logement est abordée d'un point de vue strictement budgétaire, le Mouvement Hlm rappelle la réalité économique et sociale du logement social, propose cinq solutions concrètes pour lutter contre le mal-logement.**

Les premières interventions réalisées dans le cadre du Grand débat national, notamment par les pouvoirs publics, posent le logement social comme une dépense publique à baisser. Cette orientation du débat public, s'ajoutant aux éléments de langage diffusés l'an passé et réutilisés aujourd'hui pour justifier la baisse des APL, pose des bases de réflexion erronées.

C'est pourquoi le Mouvement Hlm a décidé de partager au sein d'un document « **Les Hlm, une chance pour la France** », la réalité économique et sociale du logement social, et insiste sur le rôle essentiel qu'il joue dans l'ensemble des territoires, en lien très étroit avec les collectivités locales, confrontées à des mutations importantes.

Le Mouvement Hlm rappelle que les causes du mal-logement sont aujourd'hui largement connues : la précarisation forte et croissante d'une grande partie de la population, l'évolution démographique nationale, la désindustrialisation qui a déséquilibré les dynamiques démographiques et économiques, le coût toujours plus élevé du logement locatif privé dans les zones tendues, la mise à mal de la capacité de production de logements neufs et de réhabilitation des bailleurs sociaux par le Gouvernement, avec la baisse des APL et la hausse du taux de TVA.

Face à ces constats, le Mouvement Hlm propose 5 solutions :

- Mettre fin à l'inflation des loyers du secteur locatif privé notamment dans les zones tendues par une politique d'encadrement des loyers du parc privé ;
- Encourager la production de logements abordables en relançant, en complément des aides personnelles au logement, des aides budgétaires à la pierre permettant de construire des logements à bas ou très bas loyers ;
- Rendre l'accès au foncier plus économique, notamment dans les zones tendues, et en limitant les effets de la concurrence entre acteurs publics et privés ;
- Mieux contrôler et évaluer les dispositifs de défiscalisation ;
- Rétablir les dispositifs de soutien à l'accession sociale à la propriété.

Pour Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat : « **Force est de constater que la question du logement est écartée du Grand débat, sauf sur un point : la réduction des financements pour une politique publique essentielle. Or, il existe des solutions pour apporter des réponses concrètes, efficaces au poids du logement dans le pouvoir d'achat des Français. Elles réclament du courage politique. Nous les portons au débat** ».

L'Union sociale pour l'habitat représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer, quelque 700 opérateurs Hlm à travers ses cinq fédérations (la Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat, les Entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'Hlm (Coop'Hlm), PROCIVIS UES-AP et la Fédération nationale des Associations régionales d'organismes d'habitat social). Elle remplit trois missions : un rôle de représentation nationale auprès des pouvoirs publics, des médias, des milieux professionnels et de l'opinion publique ; une mission de réflexion, d'analyse et d'étude sur tous les dossiers relatifs à l'habitat et l'élaboration de propositions pour une politique sociale de l'habitat ; une fonction d'information, de conseil et d'assistance auprès des organismes Hlm afin de faciliter, rationaliser et développer leurs activités et leurs compétences professionnelles. En 2017, les organismes Hlm ont mis en chantier 87 000 logements neufs et logements-foyers, en ont acquis et amélioré 5 000 et acquis sans travaux 5 500. Ils détiennent et gèrent 4,5 millions de logements locatifs et 0,3 million de logements-foyers et logent environ 10 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont également d'importants acteurs de l'accession sociale à la propriété : 16 500 logements ont été vendus à des accédants, en secteur groupé ou en diffus. Animés par 12 000 administrateurs bénévoles, ils emploient 82 000 salariés. **Pour en savoir plus : [www.union-habitat.org](http://www.union-habitat.org)**

**Contacts presse :** Joachim Soëtar / Sarah Cassone - Direction de la Communication  
Tél. : 01 40 75 79 42 ou 01 40 75 52 53 ou 06 79 77 02 49